

LE DJEBEL ANSARYEH : UNE MONTAGNE ASSISTEE

Résumé

Le Djebel Ansaryeh ou montagne alaouite, se situe au nord-ouest de la Syrie. Il est le foyer de la communauté alaouite, une secte chiite minoritaire en Syrie (10 à 15% de la population), à laquelle appartiennent l'essentiel des membres de la caste militaire au pouvoir à Damas. Grâce aux liens privilégiés qui unissent la communauté alaouite avec le pouvoir central, le Djebel Ansaryeh bénéficie des faveurs de l'Etat : créations massives d'emplois, désenclavement routier, diffusion des services publics, soutien financier multiforme à la population, etc. Mais cette politique volontariste n'a pas réussi à éradiquer la pauvreté ancestrale du Djebel Ansaryeh, elle a plutôt contribué à en faire une montagne assistée. Car le but du régime syrien, dont la légitimité est largement contestée, n'est pas de générer un développement économique durable dans le Djebel Ansaryeh, mais de clientéliser la population alaouite afin qu'il puisse y recruter sa garde prétorienne.

Mots clés : Alaouite, Syrie, communauté, Aménagement du territoire, développement, pauvreté, Assad, Chi'isme, Lattaquié, ethnicité

Abstract

Djebel Ansaryeh or Alawit Mountain is situated on north west of Syria. It is the hearth of Alawit community, a minority muslim sect in Syria (10% to 15% of total population), to which belong most of the military power's members in Damascus. Thank to privileged links between Alawit community and the central power, Djebel Ansaryeh has a preferential treatment from the Syrian State : mass opening jobs, publics utilities services, desenclosed, financial assistance to the population ... But this politic was not successfull in deleting poverty in the Djebel Ansaryeh, it is contribued in making it an assisted mountain. In fact Syrian power, unlawed for most of the people, don't want to create a real development in this area but to have command over Alawit people. It is the best way to use Alawit people as Pretorian Guard.

Keys words : Alawi, Syria, community, Planning, development, powerty, Assad, Chi'ism, Latakia, ethnicity

Le Djebel Ansaryeh, appelé également la Montagne Alaouite, se trouve au Nord-Ouest de la République Arabe Syrienne, entre le Mont Liban et l'Amanus. Il culmine à 1568 m, ce qui est peu élevé en comparaison avec les deux massifs voisins. En fait le Djebel Ansaryeh apparaît comme une réplique en miniature du Mont Liban : il possède la même forme dissymétrique, sa retombée orientale est constituée par un abrupt de plus de 1000 m, correspondant à un horst, tandis que la retombée occidentale s'incline en pente douce vers la mer. Les ravins qui l'entailent sont étroits et profonds ; dans sa partie septentrionale le plateau occidental se réduit le plus souvent à des serres. A l'ouest, il est bordé par une plaine littorale plus ou moins étroite : moins d'un kilomètre au niveau de Baniyas et une vingtaine de kilomètres dans l'arrière pays de Jableh. A l'est, au pied de l'abrupt, la plaine du Ghab et les plateaux de Homs forment la transition avec les vastes espaces steppiques de la *Ma'amoura*¹

Le Djebel Ansaryeh est divisé entre quatre *muhafaza-s*² : Lattaquié, Tartous, Homs et Hama. Il se partage inégalement entre deux entités régionales : la Syrie centrale polarisée par le bipôle Homs-Hama et la région côtière syrienne, qui correspond approximativement aux *muhafaza-s* de

¹ La *Ma'amoura* est la partie de la Syrie intérieure habitée par les sédentaires ; elle s'oppose à la *Badya* occupée par les Bédouins.

² La traduction de *muhafaza* est gouvernorat ou province.

Lattaquié et de Tartous. Cette deuxième entité englobe la retombée occidentale du Djebel Ansaryeh (soit plus de 80% du massif), la plaine côtière et le Kosseir syrien. Il ne s'agit pas d'un espace polarisé par un centre mais une structure polycentrique linéaire composée des quatre villes littorales : Lattaquié, Jableh, Baniyas et Tartous. La cohésion spatiale et la solidarité territoriale qui fondent la région côtière syrienne proviennent en fait de la présence de la communauté alaouite.

Depuis le Moyen Age, le Djebel Ansaryeh est le foyer de la communauté alaouite, une secte d'obédience chi'ite auquel l'Islam sunnite dénia jusqu'en 1936 son appartenance à la communauté musulmane³. Qualifiés d'hérétiques, de "*sectateurs du sens caché*"⁴, les Alaouites étaient méprisés par les Musulmans Sunnites qui représentent la majorité de la population syrienne⁵. Les Alaouites vivaient ainsi reclus dans leur montagne, s'efforçant de tirer leur subsistance de maigres lopins de terres ou bien travaillant comme métayers dans les grandes propriétés des plaines. L'émigration ou l'armée demeuraient les seules chances de promotions sociales pour les paysans alaouites, tout comme pour les membres de la petite bourgeoisie rurale, car si ses membres avaient accès à l'enseignement moderne, ils se voyaient refuser l'accès aux postes de responsabilité par l'oligarchie citadine au pouvoir. C'est cette opposition entre l'oligarchie sunnito-chrétienne des grandes villes et la petite bourgeoisie rurale, issue des provinces périphériques, et le plus souvent des communautés minoritaires (alaouite, druze, chrétien et ismaélien) qui fut à l'origine du coup d'Etat militaire ba'athiste du 8 mars 1963. Entre 1963 et 1970, les querelles internes au sein du pouvoir ba'athiste aboutirent à l'exclusion par les Alaouites de leurs alliés d'hier, puis à la confiscation du pouvoir par le général Hafez El Assad, après le coup d'Etat du 13 novembre 1970. Depuis cette date la Syrie est dirigée par un caste militaire alaouite : une '*asabiyya* (groupe de solidarité) dont les principaux membres proviennent du nord ouest du Djebel Ansaryeh, fief du clan El Assad.

Les nouveaux dirigeants syriens entreprirent une vaste politique de rééquilibrage des relations villes campagne et d'intégration nationale, en particulier des périphéries, négligées par l'ancienne oligarchie qui détenait le pouvoir. Ainsi le Djebel Ansaryeh a perdu l'apparence misérable et sous-développée du passé. Il a bénéficié de la sollicitude de l'Etat : routes, électricité, téléphone, écoles, services de santé ... mais sa population alaouite n'en demeure pas moins plus pauvre que la moyenne syrienne. Cette situation contraste fortement avec le Djebel Druze, où s'épanouit la petite industrie privée et l'arboriculture, mais également les villages chrétiens ou sunnites de la montagne Alaouite, qui ont développé une arboriculture performante et sont devenus des stations d'estivages très fréquentées. La pauvreté du Djebel Alaouite ne semble donc pas due à une situation de marge dans l'espace syrien, accentuée par les contraintes du milieu montagnard ; mais à des facteurs sociaux et politiques.

³ En 1936, le grand Mufti de Palestine : Hajj Amin al Husayni reconnu par une Fatwa les Alaouites comme Musulmans et demandait aux autres Musulmans de travailler avec eux pour le bien commun. A l'époque, il s'agissait d'unir toutes les forces capables de lutter contre l'occupation étrangère au Moyen Orient. En 1973, Hafez El Assad, pour des raisons de politique intérieure, obtint la même reconnaissance de l'Imam chi'ite libanais : Musa al Sadr.

⁴ "*Quant à l'attitude du rigorisme musulman, il s'exprime parfaitement dans la célèbre condamnation que porta contre les Alaouites un des docteurs de l'époque, Ibn Taimiyyah. Contre cette "religion maudite", contre ces "sectateurs du sens caché, plus infidèles que les Juifs et les Chrétiens, plus infidèles encore que bien des idolâtres", et qui "ont fait plus de mal à la religion de Mahomet que les infidèles belligérants, Francs, Turcs et autres", la guerre sainte est légitime et "agréable à Dieu".* WEULERSSE Jacques : *Le pays des Alaouites*, Tours, 1940, p. 54.

⁵ En l'absence de recensement à caractère confessionnel, nous ne pouvons nous baser que sur des approximations en ce qui concerne la répartition de la population syrienne. Les Musulmans Sunnites représenteraient plus de 75% de la population, les Alaouites 11%, les Chrétiens 7%, les Druzes 3%, les Ismaéliens moins de 1%. SEURAT Michel : « Les populations, l'Etat et la Société », in RAYMOND André : *La Syrie d'Aujourd'hui*, Paris, 1980, pp. 87 – 140.

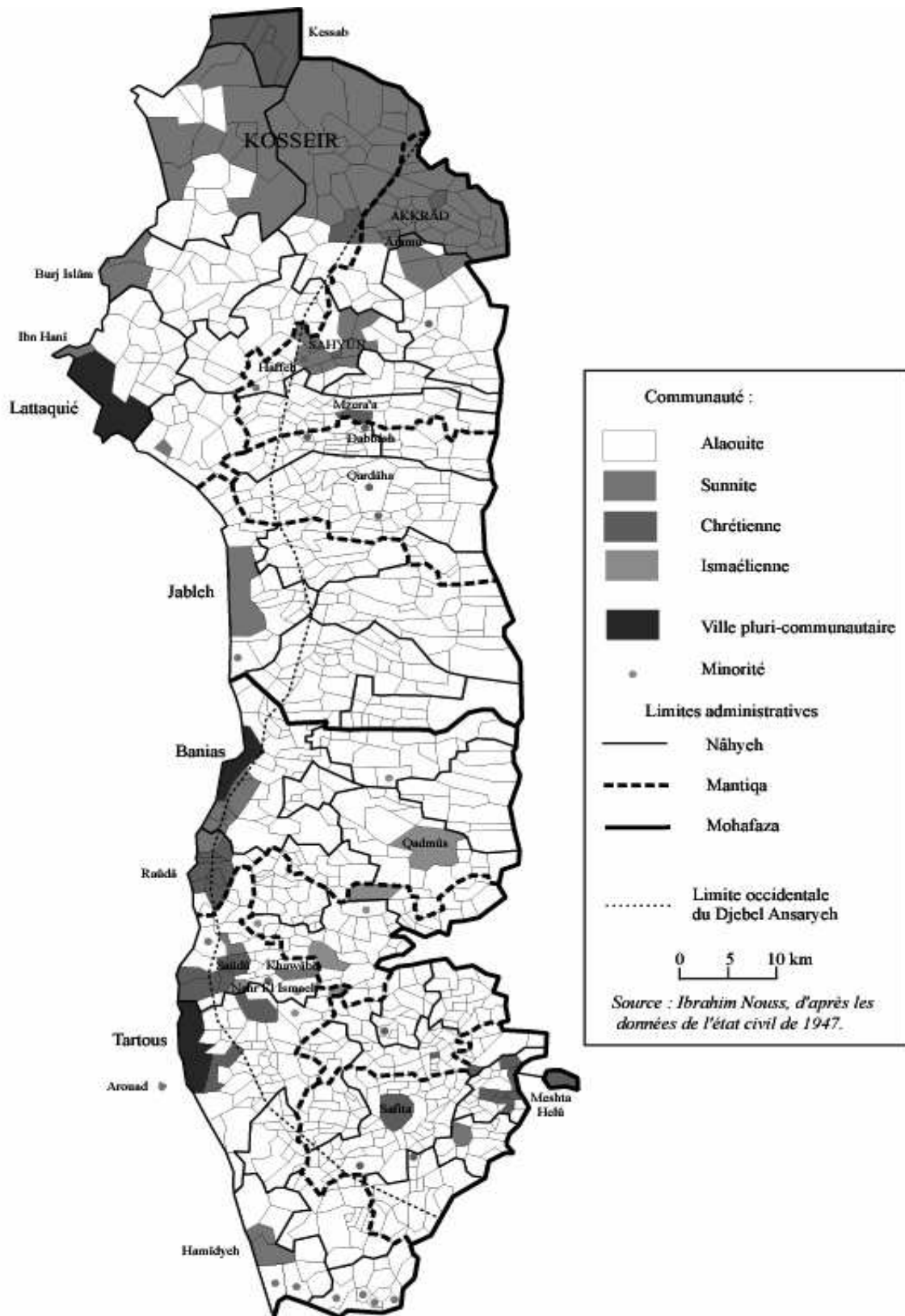


Figure 1 : La distribution communautaire de la population dans la région côtière par localité en 1947.

Le poids des antagonismes communautaires.

Il n'est pas possible de donner des chiffres exacts concernant les différentes communautés dans la région côtière syrienne, car après 1947 pour les communautés Musulmanes (druze, alaouite, ismaélienne et sunnite) et 1960 pour la distinction entre Chrétien, Juifs et Musulmans, ces mentions n'apparaissent plus officiellement dans les recensements. Par conséquent nous nous baserons sur les chiffres de 1947, date du dernier recensement communautaire pour tout ce qui intéresse cette question. A l'échelle de la région côtière (*muhafaza*-s de Lattaquié et de Tartous), la répartition communautaire était la suivante : Alaouites (63,2%), Sunnites (22,6%), Chrétiens (13,2%), Ismaéliens (1,2%)⁶. Depuis cette date, il semble que le pourcentage d'Alaouites et de Sunnites aient augmenté au détriment des Chrétiens et les Ismaéliens en raison de leur faible natalité et d'une plus forte propension à émigrer. Les Alaouites représentent vraisemblablement plus des 2/3 de la population régionale et plus de 90% de la population de celle du Djebel Ansaryeh.

La carte de la répartition communautaire dressée à partir du recensement de 1947 (figure 1) n'ayant que peu évolué dans les zones rurales : seuls quelques villages chrétiens et ismaéliens sont devenus mixtes, elle peut toujours servir de base pour une étude contemporaine de la distribution des communautés dans l'espace régional. Cette carte montre parfaitement l'hégémonie des Alaouites dans le Djebel Ansaryeh et les campagnes de la plaine littorale. Les Sunnites n'occupent qu'un territoire discontinu en périphérie du Djebel Ansaryeh, les principaux points dans le Djebel Ansaryeh étant l'Akkrad, et le Sahyun. La grande majorité de la population se trouve en fait dans les villes littorales. En 1947, ils représentaient 63,3% de la population urbaine, mais depuis, ils sont devenus minoritaires en raison du fort exode rural, qui a submergé les villes littorales. Désormais les Alaouites seraient également majoritaires dans ces dernières⁷, alors qu'ils ne représentaient à peine 10% des urbains en 1947, soit 3% de la communauté. Tout comme les Sunnites, les Chrétiens étaient fortement urbanisés : 40% de la communauté résidait en ville en 1947, ils constituaient 30% de la population de Lattaquié et plus de 70% de la ville de Safita. Aujourd'hui leur part relative s'est réduite mais ils demeurent sur représentés en milieu urbain. En milieu rural, ils occupent un territoire discontinu sur la périphérie du Djebel Ansaryeh. Dans le Nord, de petites communautés cohabitent dans des villages mixtes avec les Alaouites (Qardâha, Aramu, Dabbâsh, Mzera'a, Habeit ...), plus rarement des Sunnites (Haffeh et Kansaba). Dans le Sud du Djebel Ansaryeh, les communautés chrétiennes sont plus nombreuses, constituant des villages et des bourgs homogènes, principalement regroupés autour de trois foyers : Raûda, Saûdâ et Meshtâ Helû. Cette densité assure leur permanence dans l'espace, au contraire des communautés chrétiennes rurales du nord du Djebel Ansaryeh qui abandonnent les villages pour s'installer à Lattaquié, leur faiblesse numérique ne leur permettant plus de maintenir leur cohésion et, surtout, d'assurer leur reproduction. Les Ismaéliens constituent la dernière communauté résidant dans le Djebel Ansaryeh, leurs principaux foyers sont la petite ville de Masyaf et le bourg de Qadmûs ; quelques familles se maintiennent encore dans les petits villages et hameaux autour des anciennes citadelles d'Uleiqa et du Kahf, ainsi que dans la vallée du Nahr Ismaeli au nord-est de Tartous.

⁶ BALANCHE Fabrice : *Les Alaouites, l'Espace et le Pouvoir dans la région côtière syrienne : une intégration nationale ambiguë*, Thèse de Doctorat, Université de Tours, décembre 2000, 800 p.

⁷ Les Alaouites représenteraient 70% de la population de Tartous, 55% de celle de Lattaquié, et 65% de celles de Baniyas et de Jableh. CHOUET Alain : « L'espace tribal alaouite à l'épreuve du pouvoir », *Maghreb-Machrek*, n°147, 1995, pp. 83 – 119.

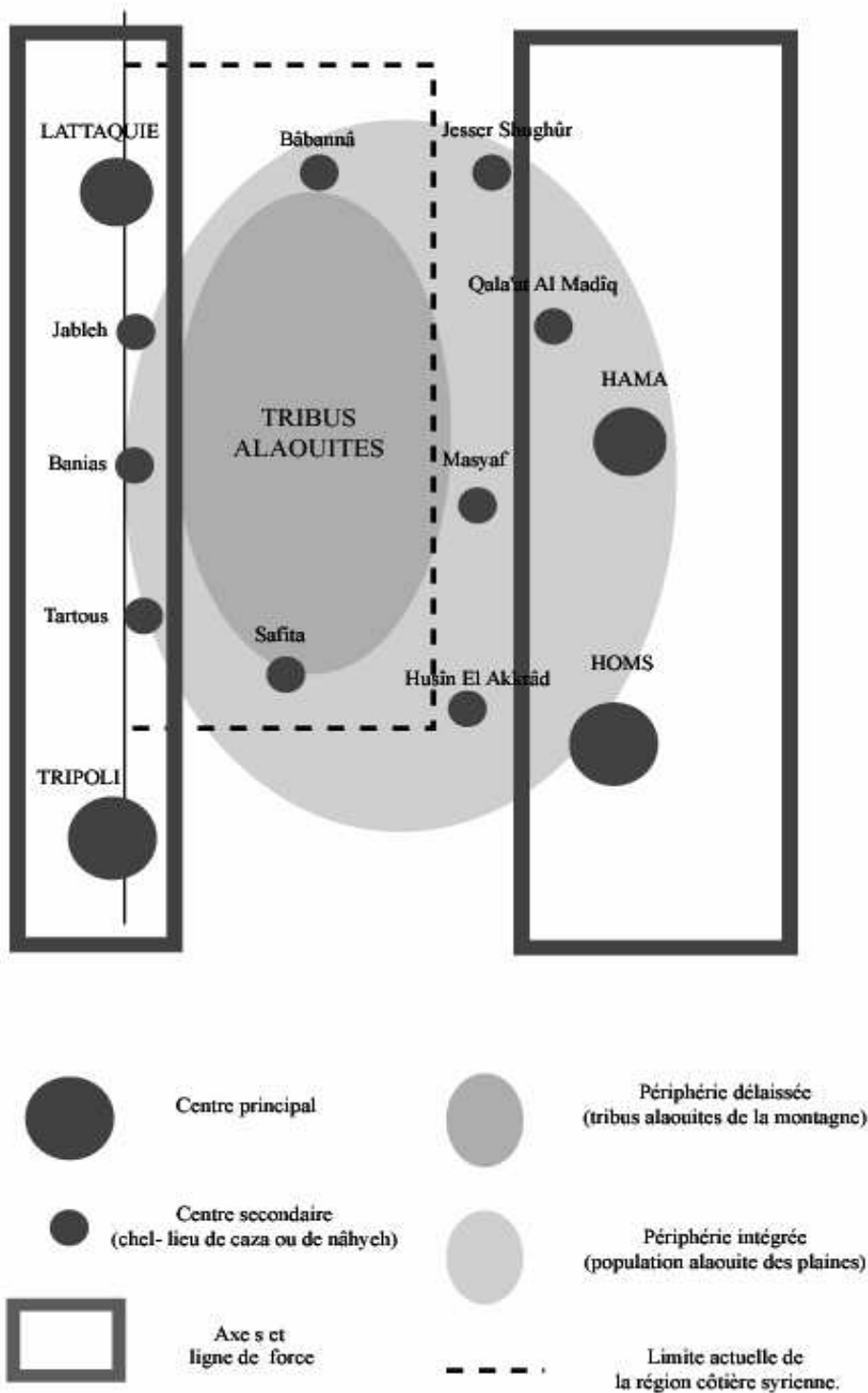


Figure 2 : Centres et périphéries dans la région côtière syrienne à la fin de la période ottomane.

A l'époque ottomane, les autorités ne pénétraient dans le territoire alaouite que pour collecter les impôts, et y effectuer des représailles à la suite des razzias effectuées par les tribus alaouites dans la plaine. Ces interventions militaires étaient excessivement destructrices : les villages étaient brûlés, les rares arbres coupés et les récoltes emportées ; les villageois devaient alors quitter la montagne et s'embaucher comme métayers dans les plaines environnantes, et ce pour le plus grand bénéfice des grands propriétaires terriens, qui bénéficiaient en permanence d'une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. En période de paix, les représentants des tribus (*muqaddam*) se chargeaient de collecter les impôts et d'en remettre le montant aux autorités ottomanes. En échange,

ils avaient toute liberté pour gouverner les zones qu'ils contrôlaient⁸. En raison de cette situation conflictuelle, les villes étaient fermées aux Alaouites. Jableh, entourée par une campagne alaouite qu'elle exploitait, les craignait particulièrement, car la ville était la cible privilégiée des jacqueries. Par mesure de sécurité, les échanges entre la ville et la campagne s'effectuaient dans un souk à l'extérieur de la cité. Des imams sunnites attisaient la haine contre les Alaouites : une des mosquées de Lattaquié porte même le nom de l'un d'entre eux, le cheikh Muhammad al Maghribi, lequel affirma dans une de ses fatwa que le sang et les possessions des Alaouites étaient *halal*⁹, ce qui signifiait que les voler ou les tuer était légitime. L'hostilité que les Alaouites rencontraient dans les villes ne les incitait pas à les fréquenter et, encore moins, à y résider. Lorsque des Alaouites commencèrent, sous le Mandat français, à habiter à Lattaquié ou à Tartous, ils s'installèrent de préférence dans les quartiers chrétiens¹⁰.

A défaut d'être quadrillé par un réseau routier et des postes militaires, le Djebel Ansaryeh était encerclé par un réseau de villes et de bourgs dont les populations étaient acquises aux Ottomans : Musulmans sunnites, Chrétiens et Ismaéliens. Ainsi la localisation géographique des communautés dans la région côtière était directement influencée par le rapport que les communautés locales entretenaient vis à vis du centre politique jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle. Les Sunnites, politiquement et économiquement dominants, occupaient les villes et possédaient les meilleures terres. Les Alaouites, en tant que communauté hérétique, étaient reclus dans la montagne ou employés comme métayers dans les propriétés de l'oligarchie sunnito-chrétienne de la plaine. Quant aux Chrétiens et aux Ismaéliens, reconnus et protégés par l'Islam sunnite, ils participaient au système politique ottoman, localement, ils jouaient un rôle relativement efficace d'intermédiaires entre les Alaouites et les Sunnites. Les espaces communautaires s'inscrivent donc dans une hiérarchie centre-périphérie (figure 2). Les Alaouites occupaient les espaces périphériques, les villes sunnito-chrétiennes étaient les points centraux de la région, relais du système de contrôle réticulé de l'Empire ottoman ; quant aux bourgs ismaéliens et chrétiens, ils participaient à ce système de contrôle en tant que relais des points centraux de la région.

L'antagonisme communautaire marque les structures spatiales.

L'antagonisme communautaire a contribué à maintenir dans le Djebel Ansaryeh une population dense, malgré l'âpreté des conditions de vie. La densité de population du Djebel Ansaryeh est demeurée supérieure à celle des plaines environnantes (plaine littorale, Akkar et Ghab) jusqu'au recensement de 1960. Depuis cette situation s'est inversée, mais la montagne n'a jamais été aussi peuplée puisque la densité est passée de 90 hab/km² à 220 hab/km² entre 1960 et 1994. Dans la partie Sud du massif, les densités des *mantiqa*-s (arrondissement) de Safita (328 hab/km²) et de Dreykîsh (291 hab/km²) sont plus élevées que celles de la plaine du Akkar ou de la plaine littorale de Tartous (figure 3). Dans le Nord du Djebel, les fortes densités se limitent aux arrières-pays de Jableh et de Baniyas, avec une valeur moyenne de 250 hab/km². En revanche, les densités de la partie sommitale du Djebel Ansaryeh sont inférieures à 70 hab/km².

⁸ Dans son *Histoire et religion des Nosairis*, René Dusseaud décrit l'épopée d'un chef de la tribu Matawra : « Ismael Bey imposa, en 1854, sa suprématie sur le sud du Djebel Ansaryeh. Les Turcs se l'attachèrent et le nommèrent gouverneur du caza de Safita, à condition qu'il verse chaque année au Pacha de Tripoli les 300 000 francs d'impôts que devait le caza. Ismael Bey installa sa résidence à Dreykîsh et régna en despote jusqu'à ce que les pachas voisins, inquiets de sa puissance, le fissent assassiner » DUSSEAUD René : *Histoire des Nosairis*, Paris, 1898, 211 p.

⁹ DOUWES Dick, : « Knowledge and oppression ; the nusayriyya in the late ottoman period », in *La Shia nell impero ottomano*, Actes du Colloque de l'Académie nationale de Lincei, Rome, 1993, p. 169.

¹⁰ WEULERSSE Jacques : *op. cit.*, 1940, p. 282.

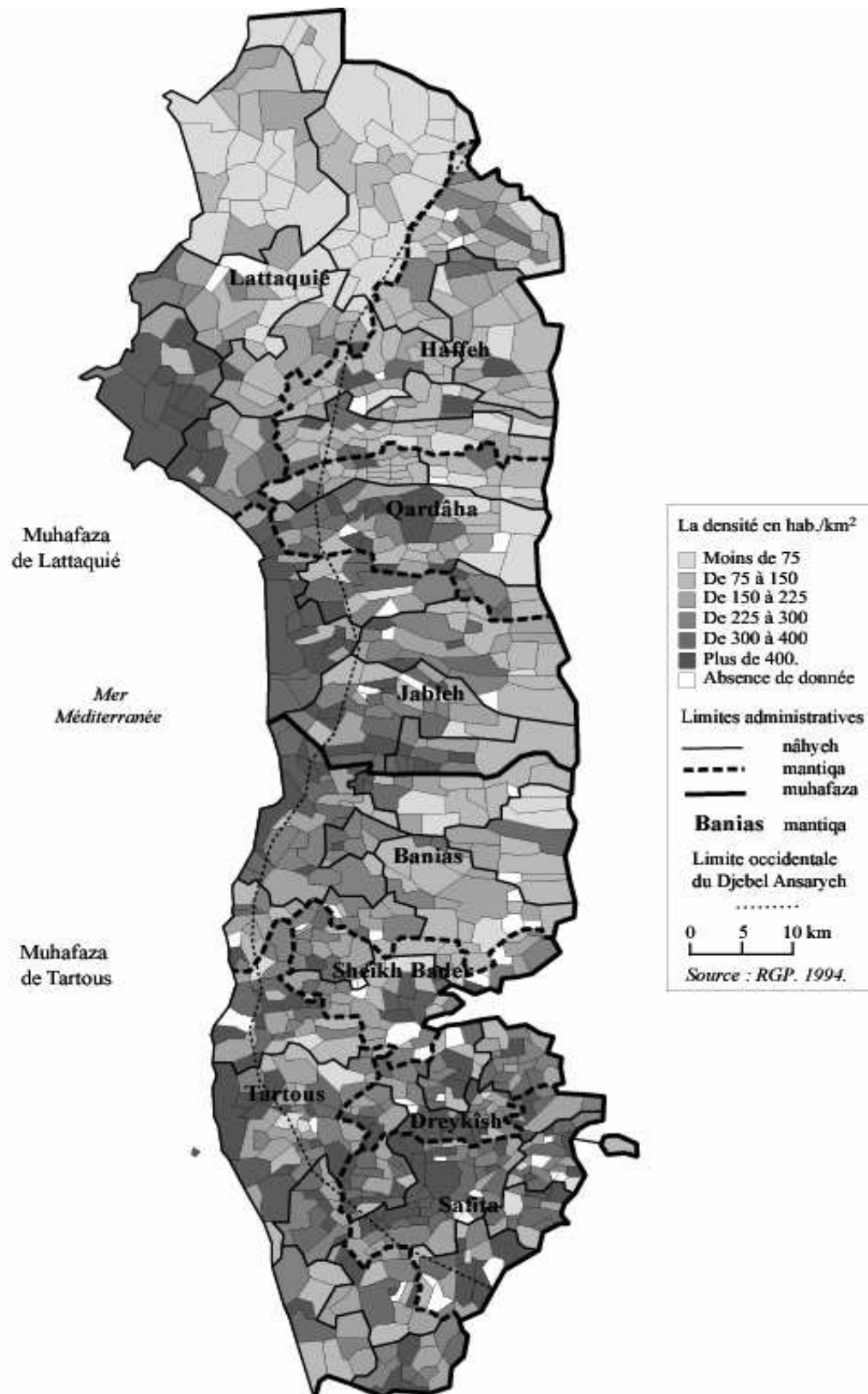


Figure 3 : La densité de population par *qariyah* en 1994.

Le réseau urbain (figure 4), plus encore que les densités de la population, est directement hérité des formations spatiales précédentes, car si les mouvements migratoires peuvent modifier sensiblement des densités en quelques décennies, le réseau urbain possède quant à lui une grande inertie. Les villes trouvent généralement de nouvelles ressources qui leur permettent de maintenir leur existence, voire de se développer malgré la disparition des activités qui furent à l'origine de

leur fondation, et le dynamisme de leurs acteurs réussit souvent à leur permettre de redéployer leurs activités sur de nouveaux territoires. Ainsi Lattaquié, Tartous et Jableh, toutes nées du commerce maritime durant l'Antiquité, ont pu traverser les siècles en se reconvertissant dans l'exploitation de leurs arrière-pays immédiats.

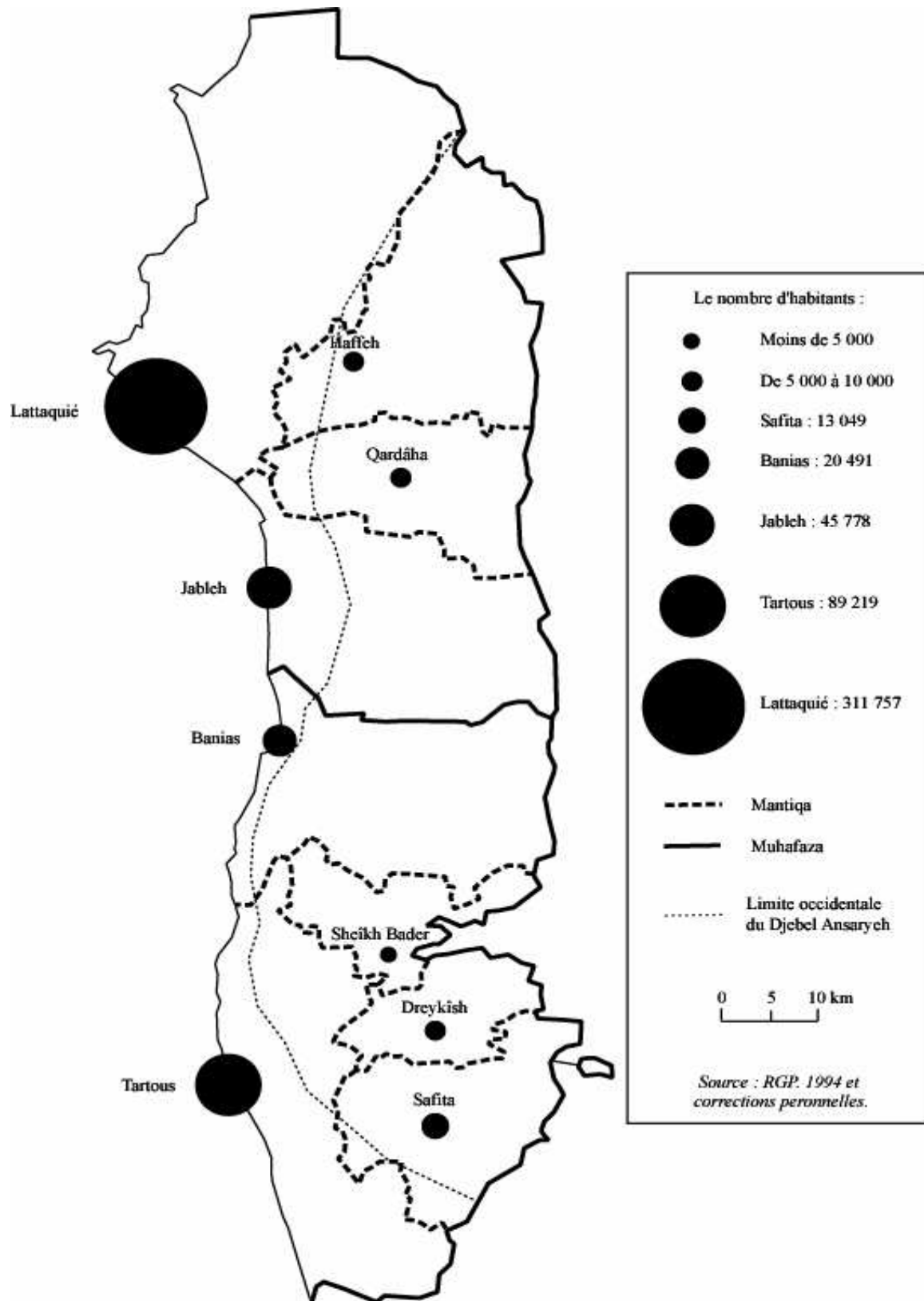


Figure 4 : Le réseau urbain de la région côtière syrienne en 1994.

Le réseau urbain de la région côtière est déséquilibré au profit de la plaine littorale où se trouvent les principales villes : Lattaquié, Jableh, Baniyas et Tartous. Ces quatre villes regroupent 91 % de la population urbaine en 1994, quant aux cinq petites villes de la montagne, dont la population varie officiellement de 5 809 habitants pour Sheïkh Bader à 18 554 habitants pour Safita, elles ne totalisent que 9 % des urbains. Malgré la promotion au rang de ville, en 1970, de trois villages de la montagne (Qardâha, Dreykîsh et Sheïkh Bader), le déséquilibre en termes quantitatifs entre plaine et montagne demeure, car les deux villes que comptait le Djebel Ansaryeh ne représentaient que 8% des urbains de la région côtière en 1960. Avant la promotion de Dreykîsh, Sheïkh Bader et Qardâha au rang de villes, le pays alaouite n'en comptait aucune ; les gros bourgs qui s'y trouvaient, excepté Dreykîsh, étaient peuplés par les Chrétiens ou les Ismaéliens. La vie urbaine s'était développée en périphérie du Djebel Ansaryeh dans la communauté musulmane sunnite et dans celles qui étaient reconnues par cette dernière. Le mode d'organisation tribal de la communauté alaouite, les conflits internes et externes qui la caractérisaient, empêchaient toute éclosion de la vie urbaine dans le territoire qu'elle contrôlait. Il est significatif que Dreykîsh, qui fut la plus importante agglomération du pays alaouite du milieu du XIX^{ème} siècle jusqu'aux années 1960, ait été la résidence d'Ismaël Bek¹¹, le chef alaouite qui unifia le sud du Djebel Ansaryeh au milieu du XIX^{ème} siècle. Cette courte période durant laquelle Dreykîsh devint une petite capitale suffit en effet à lui donner la prééminence démographique et économique sur les autres agglomérations alaouites.

La région côtière est favorisée par l'Etat..

Depuis la prise de pouvoir par la 'asabiyya alaouite d'Hafez El Assad le Djebel Ansaryeh a largement bénéficié des faveurs de l'Etat. Même si les investissements publics majeurs (industries, ports, université ...) se sont concentrés dans les villes littorales, les montagnards alaouites furent toujours les premiers bénéficiaires des créations d'emplois. La résorption du sous-emploi rural et par là même la clientélisation accrue des ruraux fut toujours le premier facteur de localisation des implantations d'entreprises publiques. Ainsi à la centrale thermique de Baniyas plus de 90% des employés sont originaires des villages du Djebel Ansaryeh¹². Une partie d'entre eux s'est fixée à Baniyas, notamment dans la centaine de logements construits pour les employés de la centrale sur le site même, mais l'essentiel du personnel effectue des migrations pendulaires entre leurs villages et la centrale. Toutes les entreprises publiques possèdent une zone de recrutement de main d'œuvre déterminée par le Ministère de l'Industrie (figure 5), et qui est sillonnée quotidiennement par des bus de ramassage. Le tissage et l'usine de tabac de Lattaquié recrutent dans les *mantiqa*-s de Lattaquié, Haffeh et Qardâha ; la filature de Jableh, dans la *mantiqa* de Jableh et le sud de celle de Qardâha ... Les administrations des villes côtières font également une large place aux ruraux. A la Poste de Baniyas les employés d'origine rurale représentent 95% du personnel ; à la Direction de l'Industrie de Tartous, 72% et à la Direction des Affaires sociales de Lattaquié, 65%. La quasi-totalité d'entre eux continuent de résider dans leurs villages d'origine. Les conditions de vie y sont équivalentes à celles des villes grâce à la diffusion des services publics et l'amélioration des transports entre la ville et la campagne ce qui n'était pas le cas dans les années 1960¹³.

¹¹ DUSSEAUD René : *op. cit.*, 1899, p. 57.

¹² BALANCHE Fabrice : *op. cit.*, 2000, p. 223.

¹³ On retrouve la même situation dans de nombreux pays arabo-musulmans, tel que l'Egypte : « Les villageois ne perçoivent bien souvent la ville que comme un lieu où les chances d'obtenir un revenu sont plus nombreuses et les gains plus rémunérateurs. L'idéal est de travailler en ville et d'habiter à la campagne, car la vie y est moins coûteuse, la solidarité familiale encore forte, et la vie quotidienne plus conviviale » GUETAT Bernard Hélène : « Le delta du Nil », *L'Espace géographique*, n°3, 1998, pp. 253 – 254.

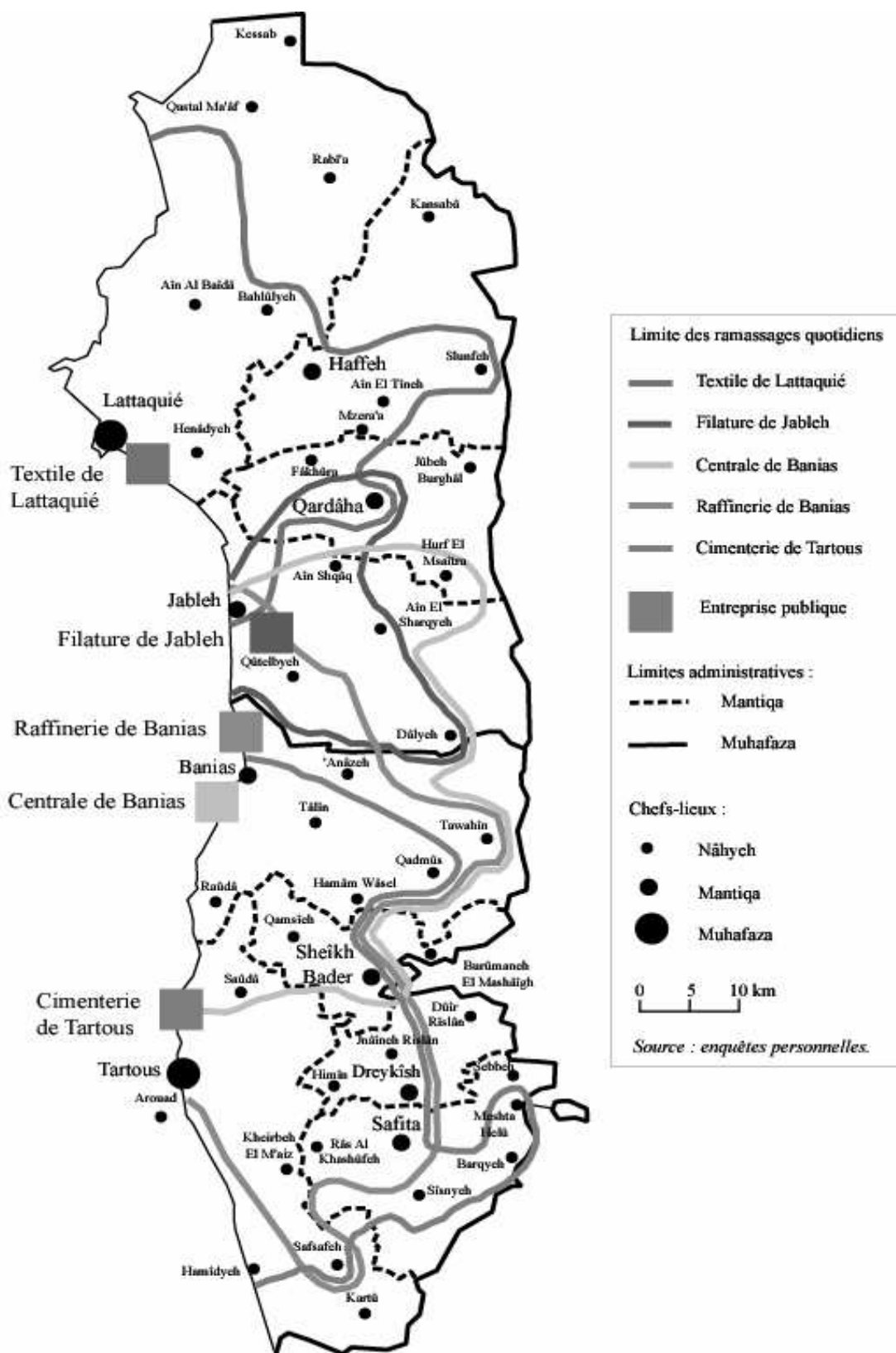


Figure 5 : Les zones de ramassage d'employés des principales industries publiques de la région côtière en 1994.

Outre un record d'actifs dans le secteur public, le Djebel Ansaryeh possède également d'un excellent taux d'encadrement scolaire. Si, dans les années 1960 et 1970, les investissements massifs réalisés dans ce secteur pouvaient apparaître comme un simple rattrapage, il n'en est plus de même dans les années 1990. D'après les statistiques officielles¹⁴, les *muhafaza*-s de Lattaquié et de Tartous possèdent le meilleur taux d'encadrement dans l'enseignement secondaire en zone rurale. Ce renforcement conséquent des structures éducatives (écoles secondaires et enseignement supérieur) de la région alaouite a pour but officieux de promouvoir les Alaouites au sein des structures étatiques.

Enfin il ne faut négliger les micro financements, fruit du patronage politique, qui irriguent les réseaux clientélistes alaouites. L'exemple le plus répandu dans le Djebel Ansaryeh étant celui des prêts agricoles. Dans le cadre de la réforme agraire le régime Ba'athiste a significativement renforcé les moyens financiers de la Banque agricole afin qu'elle puisse aider les agriculteurs à se moderniser et à se libérer de la tutelle des usuriers urbains. Il s'agissait de briser les liens de clientélisme qui existaient entre les notables citadins et les ruraux au profit d'un patronage politique, dont le Ba'ath serait bénéficiaire¹⁵. En étudiant la répartition des prêts à l'échelle des *muhafaza*-s, il s'avère que la région côtière a toujours été très bien dotée en prêts à moyen et long terme¹⁶. Certes, la région côtière est une zone de culture arbustive, et donc très concernée par ce type de prêts, mais cela ne suffit pas à justifier l'importance des prêts qui sont accordés à ses agriculteurs. D'autant qu'il est de notoriété publique que ces prêts sont détournés de leur usage initial et que la majorité des sommes ne sont jamais remboursées. Le témoignage d'un paysan fonctionnaire de Jûbeh Burghâl, un village du Haut Djebel Ansaryeh est à ce titre éloquent. En 1995, cet homme avait obtenu un prêt de la Banque agricole de Qardâha pour planter des pommiers sur un terrain caillouteux et non irrigué. En fait, les pommiers, plantés depuis quatre ans, se mourraient sur ce champ stérile, mais il avait besoin d'argent pour agrandir sa maison. La banque de crédit immobilier lui avait déjà accordé un prêt qu'il remboursait par prélèvement automatique sur son traitement, il ne pouvait donc plus s'adresser à cette banque et c'est pourquoi il s'est tourné vers la Banque Agricole. Les ingénieurs agronomes, venus vérifier qu'il avait effectivement planté les arbres – condition pour l'obtention du versement de la deuxième partie du prêt - n'étaient pas dupes du subterfuge, mais leurs scrupules s'évanouirent avec un bakchich. De plus cet homme ne pense pas que la Banque Agricole lui fera des difficultés lorsqu'il avouera son impossibilité de rembourser le prêt, car tous les paysans du village sont dans la même situation ; en outre un de ses fils travaille dans les Services de Renseignements à Damas, ce qui lui procure une certaine immunité.

Les transferts publics sont devenus la principale ressource du Djebel Ansaryeh.

Jusque dans les années 1970, les villages du Djebel Ansaryeh avaient conservé un profond archaïsme. Les maisons étaient en pierre sèche, sans liant ni ciment, recouvertes de terre, qu'il fallait tasser après chaque pluie pour éviter les infiltrations. Toute la famille et les animaux s'entassaient le plus souvent dans une pièce unique, obscure et enfumée. A l'heure actuelle, ces villages de montagne ont complètement changé d'aspect, les maisons sont en béton, elles comptent

¹⁴ *Statistical Abstracts*, Bureau central des Statistiques, Damas, 1980 – 2000.

¹⁵ Depuis 1990, la Banque agricole a attribué annuellement entre 8 et 15 milliards de LS (de 160 à 300 millions de \$) de prêts aux agriculteurs, ce qui équivaut à environ 10% du produit intérieur brut de l'agriculture. Les prêts de la Banque agricole sont de trois types ; les prêts à long terme, de plus de cinq ans (1% du montant total), à moyen terme, entre un et cinq ans (20% du montant total), et à court terme, moins d'un an (79% du montant total). Les prêts à court terme doivent permettre aux agriculteurs de faire face aux frais de la récolte, l'achat de semences, etc. Les prêts à moyen terme sont destinés aux cultures arbustives et à l'irrigation, les prêts à long terme au tonneau des Danaïdes, car ils ne sont pratiquement jamais remboursés. Le taux d'intérêt de la Banque agricole, 2% par an, est inférieur à l'inflation, qui oscille depuis 1985 entre 10 et 20% par an

¹⁶ En 1994, la région côtière avait reçu 40,4% des prêts à moyen terme de Syrie et 51,1% des prêts à long terme

plusieurs pièces, voire deux étages. L'électricité, l'eau courante et le téléphone font partie des équipements de base. Chaque village est accessible par une route asphaltée, qui a remplacé les multiples sentiers façonnés par les paysans. Grâce aux prêts de l'Etat, les agriculteurs ont utilisé des bulldozers pour multiplier les terrasses agricoles et investi dans les spéculations arboricoles. Le piémont du Djebel Ansaryeh, jusque vers 500 m d'altitude, s'est ainsi couvert d'oliviers, et, plus haut, de pommiers ou d'arbres produisant des fruits à noyaux durs (pêches, cerises, abricots ...). Le tabac, soutenu par la Régie des Tabacs, se maintient dans la haute montagne, mais il n'est plus la seule source de numéraire comme par le passé. En fait, l'agriculture n'assure plus qu'une infime partie des revenus du Djebel Ansaryeh, et ce n'est pas elle qui a contribué à l'amélioration des conditions de vie, mais les transferts publics (prêts divers, salaires de la fonction publique, du secteur public industriel, soldes des militaires).

Beaucoup de familles des villages déshérités de la haute montagne alaouite vivent des soldes de l'armée. Toutes les familles de militaires ne vivent pas dans les cantonnements de Damas, Homs ou du Golan ... De nombreux militaires effectuent des allers retours entre leurs villages et leurs garnisons. C'est le cas de A.A, un sous-officier alaouite qui partage sa vie entre sa garnison de Homs et sa famille demeurée à Massis, un hameau déshérité perdu dans une gorge entre Qardâha et Mzera'a. Issu d'une famille pauvre de 8 enfants, sachant à peine lire et écrire, il était condamné à végéter dans son hameau ; ainsi préféra-t-il s'engager dans l'Armée à la suite de son service militaire. A.A a commencé sa carrière dans le Golan, où il a participé à la guerre de 1973 et gagné ses premières épaulettes. Après quelques années en poste dans le Golan, il fut muté à Damas, puis à Homs à partir de 1987. Il a réussi à grouper son service sur trois jours, ce qui lui permet désormais de passer la moitié de la semaine auprès de sa famille. Même s'il obtenait gratuitement un logement dans un camp militaire à Homs, il préfère que sa famille demeure au village, car sa solde de sous-officier ne lui permettrait pas de la nourrir ; tandis que, au village, ses six donoum (0,6 ha) de terre et un peu d'élevage leur assurent le quotidien.

L'Armée ne procure pas seulement du travail à ceux qui embrassent la carrière des armes, mais également à ceux qui demeurent au village. Par l'intermédiaire de leurs frères, cousins ou amis militaires, les villageois bénéficient d'emplois dans la fonction publique ou le secteur public industriel ; la promotion administrative du village est un moyen souvent employé pour créer des emplois, comme c'est le cas à Aîn Et Tîneh, fief du clan Kheir Bek¹⁷. Le « patron » du village est Abdel Al Ghâni Ibrahim¹⁸, directeur de l'Académie militaire de Homs, assistant du ministre de la Défense et directeur des affaires politiques dans l'armée. Proche du Président syrien, il appartient au troisième cercle du pouvoir, celui des personnalités de confiance qui occupent des fonctions clés d'exécution ou de médiation dans des domaines jugés primordiaux par le Président pour l'aboutissement de sa politique¹⁹. Grâce aux protections dans les milieux militaires, le village est devenu un chef-lieu de *nâhyeh* en 1972, ce qui a engendré la création d'une centaine d'emplois dans les services publics attachés à cette fonction administrative (dispensaire, lycée, collège, Etat-civil ...); en outre Aîn Et Tîneh a obtenu le téléphone automatique (1978) et l'électricité (1980) bien avant les autres villages de la *mantiqa* de Haffeh. Depuis 1975 une route directe le relie à Lattaquié, permettant ainsi aux nombreux villageois travaillant dans les administrations du chef-lieu de *muhafaza* de s'y rendre en moins d'une heure.

Les créations d'emplois publics dans les villages de la haute montagne semble être la solution retenue par l'Etat, pour résorber le sous-emploi. Les possibilités d'augmenter les effectifs sont théoriquement illimitées, puisqu'il s'agit pour l'essentiel d'emplois fictifs. Cependant, cette solution ne fait que repousser le problème, car la croissance démographique est telle qu'il faut sans cesse

¹⁷ Chouet Alain : *art. cit.*, 1995, p. 109.

¹⁸ BATATU Hanna : *Syria Peasantry, the descendants of Its lesser Rural Notables, and their Politics*, Princeton University Press, Princeton, 1999, 413 p.

¹⁹ CHOUET Alain : *art. cit.*, 1995, p. 110.

créer de nouveaux emplois publics. Jûbeh Burghâl, Dâlyeh, Sebbeh, Hamâm Wasel, sont devenus en 1994 de nouveaux chefs-lieux de *nâhyeh*, alors que la population de ces zones de montagne sont déjà sur encadrées : avec moins de 10% de la population syrienne, la région côtière compte 25% des *nâhyeh-s* du pays. Les villes créées dans le Djebel Ansaryeh en 1970 (Dreykîsh, Qardâha et Sheïkh Bader), ne disposent pas également d'une autonomie de croissance, leur économie est complètement des transferts publics. Ainsi, après avoir enregistré une forte croissance entre 1970 et 1981, période durant laquelle elles reçurent des équipements publics, elles connaissent depuis lors une croissance plus faible, équivalente à l'accroissement démographique de leur *mantiqa*, et un solde migratoire négatif. Les investissements massifs affectés par l'Etat à ces trois villes n'encouragent pas les initiatives locales. Pour redynamiser sa ville, le maire de Sheïkh Bader demande au ministère de l'Industrie de créer une usine : textile, traitement du ver à soie ou métallurgie, peu lui importe, pourvu qu'elle crée des emplois. Il voudrait également que le ministère du Tourisme construise un hôtel, comme à Dreykîsh, Qardâha et Safita. A Qardâha, village d'origine de la famille présidentielle, la population attend les subsides directement de la Présidence : le nouvel hôpital a permis de résorber le sous-emploi de la ville et de toute la *mantiqa*, la construction d'un lotissement de 350 logements par la société publique (*Asken Askerieh*) a employé des centaines d'ouvriers durant plusieurs années, mais cela a complètement déprimé le marché privé de la construction. Quant à Dreykîsh, la nationalisation de la fabrication de la soie et l'emprise de l'Etat sur le tourisme dans les années 1970 ont, du fait d'une gestion exclusivement bureaucratique, étouffé ces deux activités. L'urbanisation par le haut, n'a pas ici engendré de dynamiques locales et il semble plutôt qu'elle les a étouffées. Car l'Etat, ou plus exactement la '*asabiyya* au pouvoir, ne cherchait pas tant à susciter une urbanisation par la promotion de ces agglomérations au rang de ville, mais à établir son autorité sur le Djebel Ansaryeh.

Pauvreté et clientélisme dans le Djebel Ansaryeh

Les faveurs dont bénéficient les Alaouites du Djebel Ansaryeh s'inscrivent dans des relations clientélistes²⁰ de forme traditionnelle basées sur l'échange matériel, dont le but est, pour la '*asabiyya* au pouvoir, d'obtenir la fidélité de la communauté alaouite. Mais abdiquer sa liberté pour suivre aveuglement un régime à la légitimité contestée, et qui se maintient par la force n'est pas sans danger. Seul un extrême dénuement peut créer les conditions de cette clientélisation massive de la communauté alaouite.

Prenons l'exemple d'Ali, fonctionnaire à la municipalité de Bikrama, un village situé au fond d'une vallée étroite, à 10 km au sud de Qardâha. Ali passe son temps de travail à siroter du "*matteh*"²¹ et à jouer aux cartes avec ses collègues, tant leurs emplois sont indispensables au fonctionnement de la municipalité... Il a 35 ans, il est célibataire et par conséquent habite chez ses parents, mais de toute façon son salaire mensuel de 4 000 LS (80\$) ne lui permet pas de disposer d'un logement indépendant. Sa famille possède 10 *donoum* (1 hectare) de terrasses dispersées, où elle cultive du blé dur et un peu de tabac, uniquement pour la consommation domestique. Son frère est militaire à Lattaquié, il réside toujours au village, dans une pièce contiguë à la maison des parents car il vient de se marier. Pour acheter une modeste chambre à coucher en contreplaqué, offrir quelques bijoux à sa jeune épouse (elle a dix-huit ans et lui trente deux) et payer la fête du mariage, la famille a dû

²⁰ Le Président syrien ne distribue pas ses propres ressources, mais celles de l'Etat ; aussi serait-il préférable d'utiliser le terme de patronage politique à celui de clientélisme. Cependant, dans le cas du régime syrien, néo-patrimonial, les ressources de la '*asabiyya* d'Hafez El Assad se confondent avec celle de l'Etat ; ainsi il ne me paraît pas impropre de parler de clientélisme pour l'attribution de prêts agricoles ou d'embauches dans la fonction publique pour des protégés du régime. JOBERT Bruno : « Clientélisme, patronage et participation populaire », *Revue Tiers Monde*, t. XXIV, n°95, pp. 537 – 556.

²¹ Le *matteh* est une herbe importée d'Argentine (appelée là-bas maté) que l'on consomme sous la forme d'infusion. Elle est très répandue dans la montagne alaouite et dans le Djebel Druze. Elle s'appelle communément la "boisson des paresseux", car elle est le symbole de la pauvreté et de l'oisiveté.

emprunter 80 000 LS à la Banque de Crédit Populaire, car le jeune marié ne parvient pas à épargner sur sa maigre solde de 3 200 LS. Il s'agit d'un prêt élevé, que sa famille n'a pu obtenir qu'en usant du "piston" que leur procure leur appartenance à la clientèle directe du clan présidentiel. Chaque mois, la banque prélève 1 000 LS sur le salaire du jeune marié et sur celui d'Ali, ce dernier ayant dû se porter garant pour l'obtention du prêt. Pour se marier, Ali doit attendre que le prêt, contracté pour les noces de son frère, soit remboursé, afin d'emprunter à son tour la somme d'argent nécessaire à son propre mariage. Pour les habitants pauvres du Djebel Ansaryeh, la fonction publique permet de minimiser les risques d'une existence précaire, par un salaire dérisoire mais régulier, une sécurité sociale minimale, l'assurance d'une retraite, et surtout, la possibilité de contracter des prêts bancaires, en particulier pour se marier. Dans la communauté alaouite, le mariage, la maison, les meubles sont entièrement à la charge de l'homme. Un agent de l'Etat est rarement en mesure d'économiser la somme nécessaire, et par conséquent l'obtention d'un prêt est la condition de son mariage.

L'assistance dont Hafez El Assad fait bénéficier préférentiellement les membres de sa communauté lui permet de disposer de serviteurs de confiance et d'une véritable garde prétorienne. Tous sont d'autant plus fidèlement dévoués qu'ils sont matériellement dépendants du "Prince". Ceci fait dire à Raymond Hinnebusch que les paysans alaouites sont passés, après la révolution ba'athiste, "du service des grands propriétaires à celui des services de renseignement"²².

Conclusion : la pauvreté du Djebel Ansaryeh garantit le pouvoir de la 'asabiyya alaouite.

Le type d'assistance (prêts bancaires, emplois dans le secteur étatique, etc.), entretient la dépendance des Alaouites, car il les enferme dans des secteurs d'activités peu rémunérateurs et déconnectés de l'économie productive. Jusqu'à la fin des années 1980, il semblait que ces mesures d'assistance soient suffisantes pour résorber la pauvreté (dans le sens matériel du terme) mais ce n'était qu'une illusion provoquée par l'étatisation de l'économie syrienne. L'*Infitâh* (libéralisation économique) des années 1990 a réactivé un système économique générateur de profondes inégalités sociales, dont la majorité des Alaouites (fonctionnaires, militaires, petits paysans ...) sont les premières victimes. A mesure que l'Etat se désengage de l'économie, le Djebel Ansaryeh se trouve marginalisé dans un espace syrien où les métropoles (Damas, Alep, Homs et Hama) de la *ma'amoura* redeviennent les pôles d'une économie d'archipel. En 1980, lors d'un discours devant le Conseil de la communauté à Qardâha, Hafez El Assad demandait à ses coreligionnaires de ne plus être la « communauté du pourcentage »²³ (de vivre sur l'Etat), mais de se lancer dans l'économie privée, afin de contester la prédominance économique des Sunnites. Ceci illustre le décalage qui peut exister entre le discours de Hafez et sa politique. Comment espérait-il encourager les Alaouites à se lancer dans le secteur privé alors qu'il en a fait des assistés pour conforter son pouvoir ? La pauvreté des Alaouites garantit la pérennité des réseaux de la *'asabiyya* au pouvoir et, dans une certaine mesure, la survie même du régime. La *'asabiyya* au pouvoir, affaiblie par la possession du *mulk* et les délices de la civilisation urbaine²⁴, a besoin de renouveler sa garde prétorienne dans les villages déshérités du Djebel Ansaryeh.

²² HINNEBUSCH Raymond : *Peasant and Bureaucracy in Ba'thist Syria*, Westview Press, London., 1989, 325 p.

²³ CHOUET Alain : *art. cit.*, 1995.

²⁴ Ibn Khaldoun expliquait qu'une *'asabiyya* qui s'est emparée du « *mulk* » (le pouvoir) finissait par perdre sa combativité au contact de la civilisation urbaine. Elle était remplacée par une autre *'asabiyya* venue de la montagne ou du désert qui avait une combativité supérieure. La *'asabiyya* d'Hafez El Assad se trouve dans cette situation, après plus de trente années de pouvoir : le luxe l'a affaiblie, excepté Assad ; tous les barons du régime sont ventripotents et vivent dans l'opulence, tels ces maréchaux d'Empire que Napoléon I^{er} couvrit d'or et d'honneurs.